

**No. 42053**

---

**France  
and  
Slovakia**

**Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Slovak Republic on cooperation relating to internal affairs. Bratislava, 7 May 1998**

**Entry into force:** *1 December 1998 by notification, in accordance with article 17*

**Authentic texts:** *French and Slovak*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 14 November 2005*

---

**France  
et  
Slovaquie**

**Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République slovaque relatif à la coopération en matière d'affaires intérieures. Bratislava, 7 mai 1998**

**Entrée en vigueur :** *1er décembre 1998 par notification, conformément à l'article 17*

**Textes authentiques :** *français et slovaque*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 14 novembre 2005*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE RELATIF  
À LA COOPÉRATION EN MATIÈRE D'AFFAIRES INTÉRIEURES

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République slovaque (ci-après dénommés “les Parties”),

Désireux de contribuer au développement de leurs relations bilatérales,

Soucieux de resserrer les liens d'amitié et de coopération entre les deux Etats,

Mus par la volonté d'augmenter l'efficacité de leur coopération policière,

Désireux de développer leur coopération dans le domaine de la sécurité civile et de la protection anti-incendie,

Décidés à élargir la coopération en matière d'administration publique,

Respectueux de leurs engagements internationaux communs,

Sont convenus de ce qui suit :

TITRE I. COOPÉRATION POLICIÈRE

*Article 1*

Dans le respect de leurs législations nationales, les Parties mènent une coopération en matière de police et s'accordent mutuellement assistance dans tous les domaines qui se révéleront utiles, notamment en ce qui concerne la lutte contre :

- A) le terrorisme,
- B) la production et le trafic illicite des stupéfiants, des substances psychotropes et de leurs précurseurs,
- C) le blanchiment de fonds,
- D) les migrations irrégulières,
- E) les faux et les contrefaçons, les faux titres et les documents officiels et la lutte contre leur trafic, et l'obtention frauduleuse de documents authentiques,
- F) le trafic illicite des armes, des explosifs, des matières radioactives, des substances toxiques et dangereuses,
- G) la criminalité organisée ainsi que toutes autres formes de criminalité.

*Article 2*

Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, les Parties échangent :

- A) des informations relatives aux actes de terrorisme projetés ou commis, aux modes d'exécution et aux moyens techniques utilisés pour l'exécution de tels actes,

B) des informations relatives aux groupes de terroristes et aux membres de ces groupes qui prévoient, commettent ou ont commis des actes terroristes sur le territoire de l'Etat de l'une des Parties en vue de nuire aux intérêts de l'autre Partie.

### Article 3

Pour empêcher la culture, l'extraction, la production, l'importation, l'exportation, le transfert et la commercialisation illicites de stupéfiants, de substances psychotropes et de précurseurs, les deux Parties prennent des mesures coordonnées et procèdent à des échanges :

A) d'informations relatives aux personnes participant à la production et au trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, aux méthodes utilisées par ces personnes, ainsi qu'à leurs caches et à leurs moyens de transport, aux lieux d'origine et de destination des stupéfiants et des substances psychotropes relatifs à ces infractions, dans la mesure où cela est nécessaire à la prévention d'un acte criminel ou à la répression d'une infraction commise en violation de la Convention Unique sur les Stupéfiants du 30 mars 1961 telle qu'amendée par le protocole du 25 mars 1972, de la Convention relative aux substances psychotropes du 21 février 1971 et de la Convention de l'ONU du 20 décembre 1988 relative au trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes,

B) d'informations sur les méthodes courantes du commerce international illicite des stupéfiants et des substances psychotropes,

C) de résultats des recherches de criminalistique et criminologiques menées par elles dans les domaines du trafic illicite des stupéfiants, des substances psychotropes et de leur abus,

D) d'échantillons de stupéfiants, de substances psychotropes et de précurseurs pouvant faire l'objet d'abus,

E) de résultats des expériences dans le domaine du contrôle du commerce légal de stupéfiants, de substances psychotropes et de leurs précurseurs.

### Article 4

Les Parties coopèrent à la prévention des autres formes de criminalité internationale. Aux fins de cette coopération :

A) les Parties se communiquent les informations relatives aux personnes soupçonnées de prendre part à des formes de criminalité internationale, aux relations entre ces personnes, à la structure, au fonctionnement et aux méthodes des organisations criminelles, ainsi qu'aux autres circonstances liées à cette criminalité,

B) chacune des Parties prend à la demande de l'autre Partie les mesures policières nécessaires, conformément à la législation de son Etat,

C) les Parties se communiquent les informations relatives aux méthodes et aux nouvelles formes de la criminalité internationale. Dans ce cadre, chacune des Parties peut mettre à la disposition de l'autre, à sa demande, des échantillons ou des objets relatifs à la criminalité,

D) les Parties échangent les résultats des recherches qu'elles mènent en criminalistique et en criminologie et s'informent mutuellement de leur pratique d'enquête, de leurs méthodes et de leurs moyens de lutte contre la criminalité internationale, en vue de les développer,

E) les Parties, après accord mutuel, échangent des spécialistes dans le but d'acquérir des connaissances professionnelles de haut niveau et des informations et de découvrir les moyens, méthodes et techniques modernes de lutte contre la criminalité internationale utilisés par l'autre Partie.

## TITRE II. COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE LA SÉCURITÉ CIVILE ET DE LA PROTECTION ANTI-INCENDIE

### *Article 5*

Les Parties s'accordent à développer une coopération dans le domaine de la sécurité civile et de la protection anti-incendie sous les formes suivantes :

A) échanges d'informations, d'expériences dans le domaine des méthodes de travail et des moyens techniques utilisés,

B) formation des spécialistes.

### *Article 6*

En cas de catastrophe naturelle ou technologique, les Parties s'accordent mutuellement assistance. En fonction des disponibilités de la Partie requise et sur demande officielle de la Partie requérante, les Parties peuvent envoyer des équipes spécialisées d'experts ou de secours. Les frais liés à l'envoi de ces équipes sont pris en charge par la Partie requérante.

## TITRE III. COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

### *Article 7*

En matière juridique, les Parties s'engagent à mener une coopération dans le domaine régissant les dispositions juridiques relatives aux droits civiques et aux libertés publiques, notamment :

A) au traitement automatisé des données nominatives,

B) au régime des réunions, des associations et manifestations.

### *Article 8*

En matière d'administration publique d'Etat, les Parties s'engagent à développer la coopération dans les domaines suivants :

A) administration territoriale,

B) droit et organisation technique des opérations électorales,

- C) information des citoyens,
- D) formation des agents de l'administration d'Etat dans ces domaines.

*Article 9*

En matière de gestion des collectivités locales, les Parties conviennent d'élargir la coopération dans les domaines suivants :

- A) formation des représentants élus et des agents des collectivités locales,
- B) échange d'informations, de documentation spécialisée et assistance pour l'élaboration des textes juridiques.

TITRE IV. DISPOSITIONS COMMUNES ET FINALES

*Article 10*

Dans le cadre du présent accord, la coopération peut notamment se poursuivre selon les formes suivantes :

- A) la formation générale et spécialisée,
- B) les échanges d'informations et d'expérience professionnelle,
- C) le conseil technique,
- D) l'échange de documentation spécialisée.

*Article 11*

Pour l'application du présent accord, les autorités désignées sont respectivement le Ministère de l'Intérieur de la République Slovaque pour la Partie slovaque et le Ministère de l'Intérieur de la République Française pour la Partie française.

Les Parties peuvent, en cas de besoin, préciser, par voie diplomatique, les organes compétents pour la mise en oeuvre de la coopération.

*Article 12*

La coopération dans le cadre du présent accord fait l'objet d'une programmation annuelle. Cette programmation fera ressortir la contribution financière de chaque Partie, dans la limite de ses ressources budgétaires.

*Article 13*

Si la Partie requise, saisie d'une demande formulée dans le cadre du présent accord, estime que son acceptation pourrait porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de son Etat, cette Partie peut rejeter ladite demande.

*Article 14*

Les données nominatives communiquées à l'autre Partie dans le cadre de la coopération instituée par le présent accord sont soumises aux conditions suivantes :

A) la Partie destinataire de données nominatives ne peut les utiliser qu'aux fins et conditions définies par la Partie émettrice, y compris les délais au terme desquels ces données doivent être détruites selon sa propre législation,

B) la Partie destinataire de données nominatives informe la Partie émettrice, à sa demande, de l'usage qui en est fait et des résultats obtenus,

C) les données nominatives peuvent être transmises aux seules autorités compétentes de la Partie destinataire, pour l'activité à laquelle ces données sont nécessaires,

D) la Partie émettrice garantit l'exactitude des données communiquées après s'être assurée de la nécessité et de l'adéquation de cette communication à l'objectif recherché, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur dans son Etat. S'il est établi que des données inexactes ou non communicables ont été communiquées, la Partie émettrice en informe sans délai la Partie destinataire, qui corrige les données inexactes ou détruit les données non communicables,

E) toute personne justifiant de son identité a le droit d'interroger les autorités compétentes en vue de savoir si elles détiennent des informations nominatives la concernant et d'en demander communication conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur dans chaque Etat,

F) les données nominatives doivent être détruites dès qu'elles n'ont plus d'usage pour la Partie destinataire, même si les délais légaux de la Partie destinataire ne sont pas encore échus. La Partie destinataire informe sans délai la partie émettrice de la destruction des données communiquées en lui précisant les motifs de cette destruction,

G) chacune des Parties tient un registre des données communiquées et de leur destruction,

H) les Parties garantissent la protection des données nominatives qui leur sont communiquées notamment contre l'accès non autorisé, la modification ou la diffusion.

*Article 15*

1) Chacune des Parties garantit la protection des informations classifiées communiquées par l'autre Partie, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et à l'accord international conclu entre elles.

2) Les échantillons, objets et informations communiqués dans le cadre du présent accord ne peuvent être transmis à un Etat tiers sans l'accord de la Partie qui les a fournis.

*Article 16*

Les litiges issus de l'interprétation du présent accord feront l'objet de consultations entre les Ministères de l'Intérieur des deux Parties.

Article 17

1) Chacune des Parties notifie à l'autre l'accomplissement des procédures requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent accord, qui prend effet le premier jour du mois suivant la réception de la seconde notification.

2) Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Chacune des Parties peut le dénoncer par notification écrite adressée à l'autre Partie avec un préavis de 90 jours. La validité du présent accord prend fin 90 jours à partir de la réception, par l'autre Partie, de la notification concernant la dénonciation. Les données nominatives communiquées dans le cadre du présent accord seront détruites dans le délai de dénonciation.

3) La cessation de la validité du présent accord n'a pas d'effet sur les engagements relatifs à son application, qui durent encore le jour de la fin de sa validité, à l'exception des données détruites selon l'article 17 alinéa 2.

4) Le présent accord peut être modifié ou amendé sur la base de l'accord mutuel des Parties, et les modifications en amendements doivent être faits dans les mêmes formes que le présent texte.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leur gouvernement respectif ont signé le présent accord.

Fait à Bratislava le 7 mai 1998, en deux exemplaires originaux, chacun en langues slovaque et française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Française:  
Le Ministre de l'Intérieur,  
JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Pour le Gouvernement de la République Slovaque:  
Le Ministre de l'Intérieur,  
GUSTAV KRAJCI

[ SLOVAK TEXT — TEXTE SLOVAQUE ]

## DOHODA

### medzi vládou Francúzskej republiky a vládou Slovenskej republiky o spolupráci vo vnútorných záležitostiach

Vláda Francúzskej republiky

a

Vláda Slovenskej republiky

/ďalej len „strany“/ v záujme prispieť k rozvoju bilaterálnych vzťahov,  
v snahe upevniť priateľstvo a spoluprácu medzi oboma štátmi,  
vedené vôľou zvýšiť účinnosť policajnej spolupráce,  
so želaním rozvíjať spoluprácu v oblasti civilnej ochrany a požiarnej ochrany,  
rozhodnuté rozšíriť spoluprácu v oblasti verejnej správy,  
rešpektujúce svoje spoločné medzinárodné záväzky,

dohodli sa t a k t o :

#### ČASŤ I POLICAJNÁ SPOLUPRÁCA

##### Článok 1

Strany budú v súlade so svojím vnútroštátnym právnym poriadkom spolupracovať v oblasti policajných činností a vzájomne si poskytovať pomoc vo všetkých záujmových oblastiach, a to najmä v boji proti:



- a/ terorizmu,
- b/ nezákonnej výroby a obchodovaniu s omamnými a psychotropnými látkami a prekurzorom,
- c/ praniu peňazi,
- d/ nezákonnej migrácii,
- e/ falšovaniu a pozmeňovaniu cenných papierov a úradných listín, obchodovaniu s nimi a podvodnému získavaniu,
- f/ nezákonnému obchodovaniu so zbraňami, výbušninami, rádioaktívnymi, toxickými a inými nebezpečnými látkami,
- g/ organizovanej a inej trestnej činnosti.

## Článok 2

V rámci boja proti terorizmu si strany budú vymieňať informácie týkajúce sa:

- a/ trestných činov pripravovaných alebo už spáchaných, spôsobov a technických prostriedkov používaných na ich vykonanie,
- b/ skupín teroristov a ich členov, ktoré pripravujú, podieľajú sa alebo už dokonali teroristický čin na území štátu jednej zo strán s cieľom poškodiť záujmy druhej strany.

## Článok 3

V záujme zamedzenia nezákonného pestovania, zberu, výroby, dovozu, vývozu, distribúcie a komercializácie omamných a psychotropných látok a prekurzorov obe strany prijímú koordinované opatrenia a pristúpia na výmenu:

- a/ informácií týkajúcich sa osôb zúčastnených na nezákonnej výrobe a predaji omamných a psychoitropných látok, metód používaných týmito osobami, ako aj ich úkrytov, dopravných prostriedkov, miest pôvodu a určenia omamných a psychotropných látok, a to v rozsahu nevyhnutnom na predídenie alebo zabránenie konania porušujúceho ustanovenia Jednotného dohovoru o omamných látkach z 30.marca 1961 v znení protokolu z 25. marca 1972, Dohovoru o psychotropných látkach z 21. februára 1971 a Dohovoru OSN proti nedovolenému obchodu s omamnými a psychotropnými látkami z 20. decembra 1988,
- b/ informácií o používaných metódach nezákonného medzinárodného obchodu s omamnými a psychotropnými látkami,
- c/ výsledkov kriminalistického a kriminologického výskumu oboch strán v oblasti nezákonného obchodu s omamnými a psychotropnými látkami a ich zneužívania,

- d/ vzoriek omamných a psychotropných látok a ich prekurzorov, ktoré môžu byť predmetom zneužívania,
- e/ skúseností v oblasti kontroly legálneho obchodu s omamnými a psychotropnými látkami a ich prekurzormi.

#### Článok 4

Strany budú spolupracovať pri predchádzaní iných foriem medzinárodnej trestnej činnosti. Za týmto účelom strany:

- a/ si poskytnú informácie o osobách podozrivých z účasti na medzinárodnej trestnej činnosti, prepojeniach medzi týmito osobami, informácie o štruktúre, fungovaní a metódach zločineckých organizácií, ako aj o ďalších okolnostiach súvisiacich s touto trestnou činnosťou,
- b/ prijímú na žiadosť druhej strany nevyhnutné policajné opatrenia v súlade so svojim vnútroštátnym právnym poriadkom,
- c/ si poskytnú informácie o metódach a nových formách medzinárodnej trestnej činnosti. V tejto súvislosti si môžu na základe žiadostí vymieňať vzorky alebo predmety vzťahujúce sa k tejto trestnej činnosti,
- d/ si vymenia výsledky výskumov z oblasti kriminalistiky a kriminológie a vzájomne sa informujú o svojej vyšetrovacej praxi, metódach a prostriedkoch boja proti medzinárodnej trestnej činnosti s cieľom ďalej ich rozvíjať,
- e/ si po vzájomnej dohode vymieňajú špecialistov s cieľom získať a sprístupniť odborné poznatky a informácie o využívaných moderných prostriedkoch, metódach a technikách boja proti medzinárodnej trestnej činnosti, používaných druhou stranou.

## ČASŤ II

### SPOLUPRÁCA V OBLASTI CIVILNEJ OCHRANY A POŽIARNEJ OCHRANY

#### Článok 5

Strany budú rozvíjať spoluprácu v oblasti civilnej ochrany a požiarnej ochrany v nasledovných formách:

- a/ výmeny informácií, skúseností v oblasti používaných pracovných metód a technických prostriedkov,
- b/ prípravy odborníkov.

#### Článok 6

Strany si budú poskytovať pomoc v súvislosti s prírodnými a civilizačnými katastrofami. Za týmto účelom môžu strany, na základe oficiálnej žiadosti žiadajúcej strany a v súlade s možnosťami požiadanej strany, vysielat' špecializované skupiny expertov alebo záchranné čaty. Výdavky spojené s vyslaním týchto skupín hradí žiadajúca strana.

### ČASŤ III SPOLUPRÁCA V OBLASTI VEREJNEJ SPRÁVY

#### Článok 7

Strany budú spolupracovať v právnej oblasti upravujúcej občianske práva a slobody, a to najmä:

- a/ na úseku automatizovaného spracovania osobných údajov,
- b/ práva na zhromažďovanie, spoločovanie a manifestácie.

#### Článok 8

Strany budú ďalej rozvíjať spoluprácu na úseku štátnej správy v nasledujúcich oblastiach:

- a/ územná správa,
- b/ legislatívna a organizačno-technická príprava volieb,
- z/ informovanosť občanov,
- d/ príprava a vzdelávanie zamestnancov štátnej správy v týchto oblastiach.

#### Článok 9

Strany rozšíria spoluprácu na úseku miestnej samosprávy v nasledujúcich oblastiach:

- z/ vzdelávanie volených zástupcov a zamestnancov miestnej samosprávy,
- z/ výmena informácií, špeciálnej dokumentácie a pomoc v legislatívnej oblasti.

**ČASŤ IV  
SPOLOČNÉ A ZÁVEREČNÉ USTANOVENIA**

**Článok 10**

Spoluprácu podľa tejto dohody je možné ďalej uskutočňovať najmä nasledovnými formami:

- a/ všeobecná a špeciálna príprava,
- b/ výmena informácií a profesionálnych skúseností,
- c/ technické poradenstvo,
- d/ výmena špeciálnej dokumentácie.

**Článok 11**

Vykonávaním dohody je za francúzsku stranu poverené Ministerstvo vnútra Francúzskej republiky a za slovenskú stranu Ministerstvo vnútra Slovenskej republiky. Strany môžu v prípade potreby upresniť diplomatickou cestou príslušné orgány na vykonávanie spolupráce.

**Článok 12**

Spolupráca podľa tejto dohody sa bude uskutočňovať na základe ročného programu spolupráce, v ktorom sa určí finančný príspevok každej strany v rozsahu jej rozpočtových možností.

**Článok 13**

Ak požadovaná strana po obdržaní žiadosti v rámci tejto dohody usúdi, že jej prijatie by mohlo ohroziť zvrchovanosť, bezpečnosť, verejný poriadok alebo iný základný záujem jej štátu, žiadosť môže odmietnuť.

**Článok 14**

Odovzdávanie údajov druhej strane v rámci spolupráce podľa tejto dohody možno uskutočniť len v súlade s nasledujúcimi podmienkami:

- a/ strana, ktorá prijala osobné údaje, ich môže využiť len na účel a za podmienok určených odovzdávajúcou stranou, vrátane lehôt, po uplynutí ktorých má povinnosť tieto údaje zlikvidovať v súlade so svojím vnútroštátnym právnym poriadkom,
- b/ strana, ktorá prijala osobné údaje, informuje odovzdávajúcu stranu na jej žiadosť o spôsobe ich využitia a dosiahnutých výsledkoch,
- c/ osobné údaje môžu byť poskytnuté len príslušným orgánom štátu prijímajúcej strany na činnosť, ktorá je nevyhnutná,
- d/ odovzdávajúca strana je zodpovedná za správnosť poskytovaných údajov, ktoré postúpi žiadajúcej strane po tom, čo sa ubezpečí o potrebe a vhodnosti ich poskytnutia vzhľadom na sledovaný účel, a to v súlade so svojím platným vnútroštátnym právnym poriadkom. Ak sa preukáže, že boli odovzdané nepresné údaje alebo údaje, ktoré nemožno postúpiť druhej strane odovzdávajúca strana o tom bezodkladne informuje prijímajúcu stranu, ktorá opraví nepresné údaje, alebo zlikviduje tie údaje, ktoré nemali byť poskytnuté,
- e/ každá osoba po preukázaní svojej totožnosti má právo požiadať príslušné orgány o informácie týkajúce sa jej osobných údajov a požiadať o ich poskytnutie v súlade s platným vnútroštátnym právnym poriadkom,
- f/ osobné údaje musia byť zlikvidované, len čo ich už prijímajúca strana nevyužíva, a to aj vtedy, ak ešte neuplynuli lehoty ustanovené platným vnútroštátnym právnym poriadkom prijímajúcej strany. Prijímajúca strana bezodkladne informuje odovzdávajúcu stranu o zlikvidovaní poskytnutých údajov s uvedením dôvodov ich zlikvidovania,
- g/ každá zo strán vedie záznam o poskytnutých údajoch a ich zlikvidovaní,
- h/ strany zaručia ochranu poskytnutých osobných údajov najmä pred neoprávneným prístupom, zmenou alebo rozširovaním.

#### Článok 15

(1) Každá zo strán zaručí ochranu utajovaných informácií odovzdaných druhou stranou v súlade s jej platným vnútroštátnym právnym poriadkom a medzinárodnou zmluvou uzavretou medzi nimi.

(2) Vzorky, predmety a informácie poskytnuté v rámci tejto dohody nemôžu byť bez súhlasu odovzdávajúcej strany poskytnuté tretiemu štátu.

#### Článok 16

Spory vzniknuté z výkladu dohody budú predmetom konzultácií medzi ministerstvami vnútra oboch strán.

### Článok 17

(1) Každá zo strán písomne oznámi druhej strane splnenie vnútroštátnych podmienok vyhnutých na nadobudnutie platnosti tejto dohody. Táto dohoda nadobudne platnosť prvým om mesiacom nasledujúceho po prijatí druhej nóty.

(2) Táto dohoda sa uzatvára na dobu neurčitú. Každá zo strán ju môže písomne povedať, pričom platnosť dohody končí uplynutím deväťdesiatich (90) dní odo dňa doručenia omného oznámenia o výpovedi druhej strane. Osobné údaje poskytnuté v rámci tejto dohody dť počas výpovednej lehoty zlikvidované.

(3) Skončenie platnosti tejto dohody nemá vplyv na záväzky súvisiace s jej vykonávaním, ré v deň skončenia jej platnosti ešte trvajú, s výnimkou zlikvidovaných údajov podľa čl. 17 s. 2.

(4) Táto dohoda môže byť menená alebo dopĺňovaná na základe vzájomnej dohody strán, čom zmeny alebo doplnky musia byť vykonané v tej istej forme ako tento text.

Na dôkaz toho podpísaní splnomocnenci, ktorí boli riadne splnomocnení svojimi vládami, o dohodu podpísali.

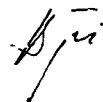
Dané v Bratislave dňa 7. mája 1998 v dvoch pôvodných vyhotoveniach, každé v jazyku ncúzskej a slovenskej, pričom obe znenia majú rovnakú platnosť.

Za vládu  
Francúzskej republiky

Minister vnútra  
m-Pierre CHEVENEMENT

Za vládu  
Slovenskej republiky

Minister vnútra  
Gustáv KRAJČI



[TRANSLATION -- TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE SLOVAK REPUBLIC ON COOPERATION RELATING TO INTERNAL AFFAIRS

The Government of the French Republic and the Government of the Slovak Republic (hereinafter referred to as "the Parties"),

Wishing to contribute to the promotion of their bilateral relations,  
Anxious to strengthen the ties of friendship and cooperation between the two States,  
Prompted by the desire to enhance the effectiveness of their police cooperation,  
Desiring to develop their cooperation in the area of civil security and fire protection,  
Resolved to broaden cooperation in the area of public administration,  
Taking into account their shared international commitments,  
Have agreed as follows:

CHAPTER I. POLICE COOPERATION

*Article 1*

Subject to their domestic legislation, the Parties shall afford each other cooperation in police matters and shall assist each other in all areas that prove to be useful, particularly in relation to the fight against:

- (a) Terrorism;
- (b) Production and illicit trafficking of narcotic drugs, psychotropic substances and their precursors;
- (c) Money-laundering;
- (d) Irregular migration;
- (e) Forgery and counterfeiting, falsification and trafficking of official papers and documents, and fraudulent procurement of genuine documents;
- (f) Illicit traffic in arms, explosives, radioactive materials and toxic and hazardous substances;
- (g) Organized crime and all other forms of crime.

*Article 2*

Within the framework of the fight against terrorism, the Parties shall exchange:

- (a) Information on acts of terrorism that are being planned or have been committed, the methods of execution and the technology used to carry out such acts;

(b) Information on terrorist groups and members of such groups that are planning or committing, or that have committed, terrorist acts in the territory of either Party with the aim of damaging the interests of the other Party.

*Article 3*

In order to prevent the illicit cultivation, extraction, production, import, export, transfer and marketing of narcotic drugs, psychotropic substances and precursors, the two Parties shall take coordinated measures and shall exchange:

(a) Information on persons participating in the production and illicit trafficking of narcotic drugs and psychotropic substances, the methods used by such persons, their hiding places and means of transport, the places of origin and destination of narcotic drugs and psychotropic substances, and any specific details relating to these offences, insofar as this is necessary for the prevention of a criminal act or the punishment of an offence committed in violation of the Single Convention on Narcotic Drugs of 30 March 1961, as amended by the Protocol of 25 March 1972; the Convention on Psychotropic Substances of 21 February 1971; and the United Nations Convention against Illicit Traffic in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances of 20 December 1988;

(b) Information on methods currently used in the illicit international traffic in narcotic drugs and psychotropic substances;

(c) Results of forensic and criminological research carried out by them on illicit trafficking and abuse of narcotic drugs and psychotropic substances;

(d) Samples of narcotic drugs, psychotropic substances and precursors that may be abused;

(e) Results of experiences concerning the control of the legal sale of narcotic drugs, psychotropic substances and their precursors.

*Article 4*

The Parties shall cooperate for the prevention of other forms of international crime. For the purposes of such cooperation:

(a) The Parties shall transmit to one another information concerning persons suspected of participating in forms of international crime; the links between such persons; the structure, operation and methods of criminal organizations; and the circumstances surrounding such criminal activity;

(b) Each Party shall implement, at the request of the other Party, the necessary policing measures, in accordance with its legislation;

(c) The Parties shall transmit to one another information on methods and new forms of international crime. Within this framework, either Party may make available to the other, at its request, samples and objects pertaining to criminal activity;

(d) The Parties shall exchange the results of their forensic and criminological research and shall inform one another of their investigative practice, methods and tools for combating international crime, with a view to improving them;



(e) The Parties, by mutual agreement, shall exchange specialists for the purpose of acquiring advanced professional knowledge and information and seeing the modern tools, methods and techniques used by the other Party in combating international crime.

CHAPTER II. COOPERATION IN MATTERS RELATING TO CIVIL SECURITY  
AND FIRE PROTECTION

*Article 5*

The Parties agree to cooperate in matters relating to civil security and fire protection in the following ways:

- (a) Exchanges of information and experience concerning the working methods and technology used;
- (b) Training of specialists.

*Article 6*

The Parties shall provide one another with assistance in the event of a natural or technological disaster. At the official request of either Party, the requested Party may, to the extent of its available capacity, dispatch specialized expert or rescue teams. The cost of dispatching such teams shall be borne by the requesting Party.

CHAPTER III. COOPERATION IN THE AREA OF PUBLIC ADMINISTRATION

*Article 7*

In legal matters, the Parties undertake to cooperate with one another in relation to legal provisions concerning civil rights and civil liberties, in particular:

- (a) Automated processing of personal data;
- (b) Provisions governing freedom of assembly, association and expression.

*Article 8*

In the area of public administration, the Parties undertake to cooperate in the following areas:

- (a) Territorial administration;
- (b) Legal and technical aspects of organizing electoral operations;
- (c) Public information;
- (d) Training for public officials in the foregoing areas.

*Article 9*

With regard to the functioning of local authorities, the Parties agree to expand cooperation in the following areas:

- (a) Training of local elected representatives and public officials;
- (b) Exchange of information, specialized documentation and assistance in the drafting of legal texts.

CHAPTER IV. COMMON AND FINAL PROVISIONS

*Article 10*

The cooperation carried out in the framework of this Agreement may take the following forms, among others:

- (a) General and specialized training;
- (b) Exchange of information and professional experience;
- (c) Technical advice;
- (d) Exchange of specialized documentation.

*Article 11*

The authorities responsible for the implementation of this Agreement shall be the Ministry of the Interior of the Slovak Republic for Slovakia and the Ministry of the Interior of the French Republic for France.

The Parties may specify, where necessary and through the diplomatic channel, which bodies are competent to carry out the cooperation.

*Article 12*

The cooperation undertaken in the framework of this Agreement shall be programmed on an annual basis. The financial contribution of each Party shall be determined, within its budgetary resources, in the context of this programming.

*Article 13*

If the requested Party, having received a request made within the framework of this Agreement, considers that acceding thereto might be prejudicial to its sovereignty, security, public order or other essential interests, it may refuse the request.

*Article 14*

Personal data transmitted to the other Party within the framework of the cooperation instituted by this Agreement shall be subject to the following conditions:

(a) The Party receiving personal data may use them only for the purposes and in the conditions stipulated by the sending Party, including the time limits specified by the latter's legislation, upon expiration of which the data must be destroyed;

(b) The Party receiving the personal data shall inform the sending Party, upon request, of the use to which such data have been put and the results obtained;

(c) Personal data shall be transmitted only to the authorities of the receiving Party that are responsible for the activity for which such data are necessary;

(d) The sending Party shall guarantee the accuracy of the data transmitted, after verifying that such transmission is both necessary and appropriate in terms of the objective sought, in accordance with the laws and regulations in force in its State. If it is established that the data that have been transmitted are inaccurate or that they may not be communicated, the sending Party shall immediately inform the receiving Party, which shall correct the inaccurate data or destroy the data that may not be communicated;

(e) Any person who presents proper identification shall have the right to enquire of the competent authorities whether they have any personal information concerning him or her and to request that such information be transmitted to him or her, in accordance with the laws and regulations in force in each State;

(f) Personal data must be destroyed once they are no longer needed by the receiving Party, even if the legal time limits in force in the receiving Party have yet to expire. The receiving Party shall immediately inform the sending Party of the destruction of data transmitted to it, specifying the grounds for such destruction;

(g) Each Party shall keep a record of the data transmitted and of their destruction;

(h) The Parties shall ensure that personal data transmitted to them are protected, in particular against unauthorized access, alteration or publication.

#### *Article 15*

(1) Each Party shall ensure the protection of classified information transmitted by the other Party, in accordance with the laws and regulations in force and with the international agreement concluded between them.

(2) Samples, objects and information transmitted within the framework of this Agreement may not be transmitted to a third State without the consent of the providing Party.

#### *Article 16*

Any dispute concerning the interpretation of this Agreement shall be settled through consultations between the Ministries of the Interior of the two Parties.

#### *Article 17*

(1) Each of the Parties shall notify the other of the completion of the domestic procedures required for the entry into force of this Agreement, which shall take effect on the first day of the month following receipt of the second such notification.

(2) This Agreement is concluded for an indefinite period. Either Party may denounce it by giving the other Party 90 days' advance notice in writing. The Agreement shall terminate 90 days after the other Party has received the notice of denunciation. Any personal data transmitted within the framework of this Agreement shall have been destroyed by the time the denunciation takes effect.

(3) The termination of this Agreement shall not affect any commitments made with regard to its implementation, which shall remain in effect beyond the date of termination, except in respect of the destruction of data in accordance with article 17, paragraph 2.

(4) This Agreement may be modified or amended by mutual agreement between the Parties; any modifications or amendments shall be made by the same procedure as in the case of the present text.

In witness whereof, the undersigned, being duly authorized by their respective Governments, have signed this Agreement.

Done at Bratislava on 7 May 1998, in two originals in the Slovak and French languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT  
Minister of the Interior

For the Government of the Slovak Republic:

GUSTAV KRAJCI  
Minister of the Interior